



ANNEXE 2

DÉFINITIONS ET MODALITÉS D'APPLICATION DES HEURES DE SUJÉTION OUVRANT DROIT À DES RÉDUCTIONS DU TEMPS DE TRAVAIL À LA VILLE DE GRASSE

Pour mémoire, lors de sa séance du 7 décembre 2021, et après avis favorable du Comité Technique du 9 novembre 2021, le Conseil Municipal avait approuvé le nouveau Cadre Général du Temps de Travail qui est entré en vigueur au sein de la collectivité le 1^{er} janvier 2022.

Dans ce contexte, l'Autorité Territoriale s'était engagée dans un travail mené en collaboration avec les partenaires sociaux afin d'introduire une réduction du temps de travail applicable à certaines fonctions ou emplois comportant des sujétions particulières. Ce dispositif est conçu dans le respect des dispositions des décrets 2001-623 du 12 juillet 2001 – notamment son article 2 – et 2014-1159 du 9 octobre 2014.

Ce dispositif, dont le projet avait été initié lors d'une réunion en date du 20 avril 2021, devait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

Cependant, les propositions formulées n'avaient ni permis de trouver un accord, ni l'entrée en vigueur du dispositif.

Ainsi, une nouvelle mouture du projet a vu le jour au cours de ce premier trimestre 2024 et est présentée en Comité Social Territorial le 17 septembre 2024.

L'Autorité territoriale propose d'accorder 35 heures de sujétion aux agents de terrain (excluant les agents occupant des postes administratifs) des services de :

- La Vie scolaire
- La Police Municipale

Attention : les agents bénéficiant d'un contrat de droit privé, les apprentis et les saisonniers sont exclus de ce dispositif.

Les règles d'application suivantes sont proposées.

1/ Contrôle du nombre d'heures attribuées et circuit de validation :

Les heures de réduction, accordés au titre d'une année constituent un crédit ouvert en début d'année scolaire (Vie scolaire) et année civile (Police Municipale), et calculé en fonction des absences enregistrées sur l'année de référence N-1.

Afin de faciliter la gestion de ces réductions du temps de travail, l'administration a choisi d'appliquer la réfaction, limitée à 35 heures maximum, sur la durée annuelle du temps de travail et rendue sous forme d'heures de repos.

Le nombre de sujétions sera indiqué sur la fiche de congés de l'agent.

2/ Gestion des heures de sujétions en cas de mobilité interne, de mutation, d'une arrivée ou d'un départ :

- Mobilité interne :

Le nombre d'heures de sujétions est proratisé en fonction du nombre de mois travaillés au sein du service ouvrant droit aux sujétions.

Exemples :

Situation 1 : L'agent occupe, au 1^{er} janvier, un emploi au sein d'un service donnant droit à des heures de sujétions et bénéficie d'une mobilité au 1^{er} mai sur un poste n'y ouvrant pas droit : le nombre d'heures de sujétions est proratisé en fonction du nombre de mois travaillés au sein du service créateur de droits.

- Arrivée ou départ de la collectivité :

Le nombre d'heures de sujétions est proratisé en fonction du nombre de mois travaillés au sein de la collectivité.

Exemples :

Situation 2 : L'agent intégrant la collectivité au 1^{er} mai (mutation, détachement, recrutement en contrat) et y occupant un emploi donnant lieu à 35 heures de sujétions bénéficiera de 23 heures l'année de son arrivée.

Situation 3 : L'agent partant à la retraite le 1^{er} avril et occupant un emploi ouvrant initialement droit à 35 heures de sujétions bénéficiera de 9 heures de sujétions l'année de son départ.

3/ Réduction du nombre d'heures de sujétions en raison des absences pour raisons de santé et autorisations spéciales d'absence :

Un abattement sera appliqué en raison d'un nombre de jours calendaires¹ d'absences cumulé pour raisons de santé et autorisations spéciales d'absence (jours consécutifs ou non sur l'année en cours) selon la règle suivante :

- De 1 à 5 jours d'absence : aucun abattement
 - De 6 à 8 jours : 7 heures d'abattement
 - De 9 à 10 jours : 14 heures d'abattement
 - De 11 à 13 jours : 21 heures d'abattement
 - De 14 à 15 jours : 28 heures d'abattement
- Au-delà de 16 jours : toutes les heures sont abattues

- ✓ Définition de la notion d'absences pour raisons de santé : la notion recouvre la maladie ordinaire, le congé de longue durée, le congé de longue maladie, le congé

¹ Jour calendaire : correspond à la totalité des jours du calendrier de l'année scolaire (pour la Vie Scolaire : du 1^{er} septembre au 31 août) et de l'année civile (pour la Police Municipale : du 1^{er} janvier au 31 décembre).

pour maladie grave, les absences relatives à un accident de service et à une maladie professionnelle, le congé de maternité et le congé de paternité.

- ✓ Périmètre des autorisations d'absence concernées : l'ensemble des autorisations spéciales d'absence octroyées par la collectivité est à prendre en compte dans le calcul de la réduction (ex : mariage ou PACS de l'agent, enfants malades, etc). Seront également concernées toutes les autorisations d'absence que la collectivité pourrait mettre en place à l'avenir.

En revanche, les jours de formation, les autorisations d'absence et les décharges d'activité des représentants du personnel ne sont pas décomptés.

L'abattement sera effectué sur les heures de sujétions de l'année n+1 octroyées en septembre (pour la Vie Scolaire) et janvier (Pour la Police Municipale).

4/ Application aux agents à temps partiel, temps non complet et temps partiel thérapeutique :

Les agents à temps partiel, temps partiel thérapeutique et temps non complet bénéficient en partie du dispositif.

Le nombre d'heures accordé le sera au prorata du temps de travail de l'agent.

5/ Modalités de pose des heures de sujétion de l'article 2 :

Les heures de sujétions sont prises en heures.

La pose des heures de sujétions se fait en accord avec le responsable de service dans le respect des nécessités de service et des obligations de continuité de service public.

Pour mémoire, ces heures étant générées en raison de contraintes liées à l'activité, leur **pose** doit être **échelonnée tout au long de l'année**.

La pose des heures de sujétions doit être anticipée et planifiée de manière prévisionnelle et toute demande de pose doit faire l'objet d'une demande au minimum 10 jours avant auprès de la hiérarchie et parvenir 7 jours avant à la Direction des Ressources Humaines.

6/ Règles diverses

Les heures de sujétions sont accordées en raison de l'exposition de l'agent à des contraintes liées à ses missions et à ce titre :

- Ne sont pas des jours de congés, et ne sont pas reportables d'une année sur l'autre, même pour raisons de santé,
- Ne peuvent pas être épargnés sur un CET,
- Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la prise minimum de congés afin de pouvoir effectuer un versement sur le CET,
- Ne sont pas pris en compte pour l'acquisition des jours supplémentaires dits jours hors saison,

Les règles fixées par la présente note entrent en vigueur pour les agents concernés :

- A compter du 1^{er} octobre 2024 pour le service de la Vie Scolaire ;
- A compter du 1^{er} janvier 2025 pour le service de la Police Municipale.